

AMNESTY INTERNATIONAL

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

Index : AMR 29/004/2012
17 août 2012

Salvador. Les autorités doivent enquêter sur un massacre perpétré il y a 30 ans

Les autorités salvadoriennes doivent prendre des mesures de toute urgence afin de mener une enquête et de traduire en justice les responsables présumés de la mort de plus de 200 personnes tuées lors d'une opération militaire en 1982 dans la région de San Vicente, dans le nord du pays, a déclaré Amnesty International à l'occasion du 30^e anniversaire de ces tristes faits.

Plus de 200 hommes, femmes et enfants ont été tués lors du massacre aujourd'hui connu sous le nom de massacre d'El Calabozo, perpétré le 22 août 1982 sur les rives du fleuve qui porte le même nom.

Il est difficile de confirmer précisément combien de personnes ont péri ce jour-là. Les soldats du bataillon Atlacatl, entraînés par les États-Unis, auraient jeté de l'acide sur certains cadavres, tandis que de nombreux corps ont été emportés par la rivière.

En 1992, certaines victimes ont porté plainte auprès des autorités, leur demandant d'enquêter sur les crimes et de traduire les responsables présumés en justice.

Rien n'a encore été fait.

Dans un article publié vendredi 17 août, Amnesty International donne la parole à certaines victimes qui ont survécu au massacre.

« Ceux qui ont survécu et les proches de ceux qui ont été assassinés à El Calabozo revivent sans fin cette tragique journée, comme si c'était hier, a indiqué Esther Major, chercheuse sur le Salvador à Amnesty International.

« En refusant de traduire en justice tous ceux qui ont ordonné ou perpétré ce massacre, les autorités salvadoriennes aggravent leur douleur et leur traumatisme. Au bout de 30 ans, il est temps de mettre un terme à cette parodie en accordant enfin des réparations aux victimes et à leurs familles, et en poursuivant en justice les responsables de ce crime terrible. »

Note aux rédacteurs

Pour obtenir un exemplaire de l'article, obtenir des photos ou organiser un entretien, veuillez entrer en contact avec : Josefina Salomon, +44 7778 472 116, jsalomon@amnesty.org.